MODḔLE : CONVENTION DE MÉCÉNAT EN NATURE

Prestation de services ou remise de bien(s)

*Les développements, en bleu, entre […] concernent uniquement les organismes situés hors du champ d’application de la TVA et constituant des services relevant du ministère de la Culture.*

Entre les soussignés

*[Le ministère de la Culture, sis 182 rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 01]*

*Ou [Nom de l’organisme bénéficiaire], [adresse du siège social]*

Représenté par *[Madame/Monsieur Prénom NOM]*, en sa qualité de *[fonction]*, dûment habilité(e),

Ci-après dénommé « le Bénéficiaire »,

D’une part,

**Et,**

La société *[NOM - préciser la forme juridique, le numéro siret, l’activité,*

*Adresse]*

Représentée par *[Madame/Monsieur Prénom NOM]*, en sa qualité de *[fonction]*,

Ci-après dénommée « le Mécène »

D’autre part,

**Ci-après dénommés collectivement les « Parties »,**

Vu la loi n°2003-79 du 1er août 2003 relative au mécénat, aux associations et aux fondations et notamment les dispositions codifiées à l’article 238 bis du code général des impôts ;

Vu la Charte du mécénat culturel du ministère de la Culture ;

*[Vu l’avis émis par la sous-direction des affaires économiques et financières du service des affaires financières et générales du Secrétariat général du ministère de la Culture, le [date].*

# PRÉAMBULE

[Quelques lignes de présentation de l’organisme Bénéficiaire]

[Quelques lignes de présentation du Mécène]

Le Bénéficiaire et le Mécène ont pour objectif commun le projet (ci-après dénommé le « Projet ») de [décrire le projet].

## DANS CE CADRE, ENTRE LES PARTIES, IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT

**Article 1 – Objet de la convention**

La présente convention (ci-après la « Convention ») a pour objet de définir :

* les conditions dans lesquelles le Mécène apporte, sous forme de mécénat en nature, son soutien à la réalisation du Projet décrit ci-dessus ;
* les modalités de valorisation des contreparties octroyées au Mécène par le Bénéficiaire.

**Article 2 – Engagements du Mécène**

*2.1 – Prestation(s) de services*

Le Mécène s’engage à participer à la réalisation du Projet, en prenant en charge gracieusement, pour le Mécène, la ou les prestation(s) suivante(s), détaillée(s) dans le devis en Annexe 1 de la présente Convention et selon les modalités prévues dans les annexes 4 et 5 de la présente Convention :

*[Détail de / des prestation(s) de services]*

Cette prestation / ces prestations est/sont considérée(s) comme du mécénat en nature.

La réalisation de cette prestation / ces prestations pour le Bénéficiaire s’effectue selon le calendrier suivant :

*[détailler (nombre en toutes lettres - nombre en chiffres)]* jours, et dans tous les cas, avant le [date].

*Ou*

*2.1 – Remise de bien(s)*

Le Mécène s’engage à participer à la réalisation du Projet, en remettant au Bénéficiaire le ou les bien(s) suivant(s), détaillé(s) dans le devis en Annexe 1 de la présente Convention et selon les modalités prévues dans les annexes 4 et 5 de la présente Convention :

*[Détail du / des Bien(s)]*

Cette remise de bien(s) est considérée comme du mécénat en nature.

La livraison au Bénéficiaire de ce(s) bien(s) est effectuée en *[nombre en toutes lettres] [nombre en chiffres]* jours, avant le *[date]*.

*2.2 – Valorisation de la prestation / des prestations de services* */ de la remise de bien(s)*

Le Mécène est responsable de la valorisation *de la prestation / des prestations de services* */ de la remise de bien(s)*. Chaque *prestation / bien* est valorisé(e) à son coût de revient hors taxe, i.e à hauteur de *[somme en toutes lettres] euros ([somme en chiffres] €)* nets de taxe à titre de don (cf. devis en annexe 1).

* **Pour les biens acquis à titre onéreux**, le coût de revient correspond au prix d'achat minoré des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement obtenus et majoré des frais de transport, de manutention et autres coûts directement engagés pour l'acquisition des biens et des coûts d'emprunt.
* **Pour les biens produits par l'entreprise**, le coût de revient correspond au coût de production, qui comprend les coûts directement engagés pour la production, y compris les coûts de la main d’œuvre qui a concouru à la production du bien – prorata temporis, ainsi que les frais indirects de production variables ou fixes et des coûts d'emprunt.

La valeur initiale de ce mécénat en nature peut faire l’objet d’une revalorisation après accord des Parties.

**Article 3 – Engagements du Bénéficiaire**

*3.1 – Vérification de la valorisation de la prestation / des prestations de services* */ de la remise de bien(s)*

Le Bénéficiaire veille à ce que l’évaluation et la valorisation de la prestation / des prestations / du/des bien(s) corresponde à des prix de marché pratiqués et notamment, si des réévaluations sont faites en cours de mécénat, que cela corresponde bien à une réalité.

*3.2 – Contreparties de communication*

Pendant toute la durée de la présente convention, le Bénéficiaire s’engage à faire mention du partenariat avec le Mécène sur tous les supports de communication liés au Projet et, notamment à reproduire le logo du Mécène sur tous les documents écrits relatifs au Projet (sous réserve de la bonne réception par le Bénéficiaire des éléments – logos, mention, dans les délais et formats requis) : invitations, affiches, tracts, bannières, dossiers de presse, site Internet et réseaux sociaux du Bénéficiaire.

Ces logos figurent à l’Annexe 3 de la présente convention.

Le Bénéficiaire s’engage à soumettre au Mécène lesdits documents avant impression, afin qu’il puisse notamment vérifier l’utilisation de son logotype au regard de sa charte graphique.

Le Bénéficiaire autorise le Mécène à évoquer son action de soutien dans sa propre communication institutionnelle et communication interne, à l’exclusion de toute communication commerciale, sur tous supports, sous réserve que les différentes mentions relatives à ce soutien lui soient soumises pour accord.

L’ensemble des supports de communication relatifs au Projet sera soumis à l’accord préalable et bon à tirer du Bénéficiaire. Une absence de réponse du Bénéficiaire pendant 2 jours ouvrés vaut acceptation.

*3.3 – Droits d’utilisation*

Le Mécène peut utiliser, sans s’acquitter de droits supplémentaires, les photographies communiquées par le Bénéficiaire et liées au Projet pour tout usage non commercial, dans le monde entier et pour la durée des droits de propriété intellectuelle attachés à ces photographies dans le cadre de la communication du Projet.

A cet égard, le Bénéficiaire déclare au Mécène qu’il est en droit de concéder de telles autorisations et garantit le Mécène contre toute réclamation ou revendication des photographes et/ou des auteurs du projet, dans le cadre des droits accordés à l’occasion du Projet.

Pour ces utilisations, le Bénéficiaire s’engage à :

- préciser les crédits d’image suivant : [préciser],

- opposer à proximité de chaque visuel utilisé une mention explicitant le lien entre le dit visuel et le soutien du Mécène avec le Projet.

*3.4 – Autres contreparties*

Outre les contreparties de communication mentionnées au 3.2, le Bénéficiaire accorde au Mécène d’autres contreparties.

L’ensemble de ces contreparties est détaillé dans l’Annexe 2 à la présente convention.

*Exemples :*

* *Accès au projet*

*Le Bénéficiaire propose au Mécène la possibilité d’inviter xxx (en chiffres et en toutes lettres) personnes pendant la durée d’ouverture au public du projet. A cet effet, xxx (en chiffres et en toutes lettres) laissez-passer valables pour X personnes sont fournis au Mécène un mois avant l’ouverture au public du projet.*

* *Invitations au vernissage du projet*

*Le Bénéficiaire propose au Mécène xxx (en chiffres et en toutes lettres) invitations au vernissage le cas échéant du projet qui aura lieu le (préciser la date)*

* *Exemplaires offerts d’un ouvrage*

*Le Bénéficiaire remet à titre gracieux au mécène xxx (en chiffres et en toutes lettres) exemplaires de l’ouvrage présentant le projet.*

*- ….*

*3.5 – Valorisation des contreparties*

Chaque contrepartie octroyée fait l’objet d’une valorisation par le Bénéficiaire, détaillée en Annexe 2. En matière de communication mentionnée au 3.2 et conformément à la doctrine fiscale, la contrepartie est valorisée à *[dans la limite de 10 % du montant du don compte tenu de la dimension nationale du projet ou dans la limite de 5 % du montant du don compte tenu de la dimension régionale du projet].*

Le bénéfice du dispositif en faveur du mécénat ne sera remis en cause que s’il n’existe pas une disproportion marquée entre les sommes données et la valorisation de la « prestation » rendue par l’organisme bénéficiaire des dons (contreparties).

A titre indicatif, l’ensemble de ces contreparties y compris en matière de communication peut être accordée dans la limite d’un plafond de 25 % de l’apport du Mécène, soit dans la limite de *(montant en chiffres) (montant en lettres)* euros nets de taxe.

*3.6 – Utilisation des contreparties*

Les contreparties sont utilisées dans le respect de la Charte du mécénat culturel.

Lorsque le Mécène lui en fait la demande, le Bénéficiaire lui fait parvenir un état des contreparties consommées et de celles qui restent à consommer.

La durée de consommation par le Mécène des contreparties qui lui sont octroyées ne doit pas dépasser [XX] mois au-delà de la durée de la présente convention telle que définie à l’article 7.

**Article 4 – Réduction d’impôt**

A la date de signature de la présente Convention, le Bénéficiaire certifie que le don effectué à son profit ouvre droit pour le Mécène à la réduction d’impôt prévue à l’article 238 bis du code général des impôts.

Le Bénéficiaire délivre au Mécène un reçu fiscal suivant le modèle fourni par l’administration fiscale (modèle formulaire n° 2041-MEC-SD (CERFA n° 16216\*02) disponible sur le site impot.gouv.fr) dès la réalisation de la prestation.

**Article 5 – Obligation déclarative du Mécène**

En application du 6 de l’article 238 bis du code général des impôts, le Mécène qui effectue au cours d’un exercice fiscal plus de 10 000 euros de dons et versements ouvrant droit à la réduction d’impôt prévue au même article, doit déclarer par voie électronique à l’administration fiscale, à l’aide du formulaire n° 2069-RCI-SD, le montant et la date de ces dons et versements, l’identité des différents bénéficiaires ainsi que le cas échéant, la valeur des biens et services reçus, directement ou indirectement, en contrepartie.

# La valeur des biens et services reçus en contrepartie à déclarer par le Mécène est récapitulée en annexe 2 de la présente convention.

**Article 6 – Obligation déclarative du Bénéficiaire**

En application de l’article 222 *bis* du code général des impôts (CGI), l’organisme qui délivre des reçus ou tous autres documents par lesquels il indique à un contribuable qu’il est en droit de bénéficier de la réduction d’impôt prévue à l’article 238 *bis* du CGI est tenu de déclarer chaque année à l’administration fiscale, le montant global des dons et versements mentionnés sur ces documents et perçus au cours de l’année civile précédente ou au cours du dernier exercice clos s’il ne coïncide pas avec l’année civile ainsi que le nombre de documents délivrés au cours de cette période ou de cet exercice.

Les modalités de déclaration sont précisées par la doctrine fiscale (paragraphes 140 et suivants du BOI-BIC-RICI-20-30-40). Cette déclaration sera faite par [prénom, nom, titre, mail].

**Article 7 – Durée de la convention**

Les présentes conditions sont convenues et acceptées par les Parties à compter de la signature de la présente Convention et prennent fin automatiquement et sans formalité préalable au terme du projet *[date]*, [à l’exception des droits photographiques et d’utilisation du nom du projet qui restent en vigueur jusqu’au *(préciser la date limite)*].

En cas de prolongation éventuelle du Projet, les parties s’entendent sur le fait que les clauses de la présente Convention s’appliqueront pendant la période de cette prolongation, qui fera l’objet d’un avenant.

**Article 8 — Suivi de la convention**

Pour assurer le suivi de la présente Convention, les parties désignent les interlocuteurs suivants :

Pour *[nom du Bénéficiaire]* :

*M. ou Mme Prénom NOM*

*Titre/fonction*

*Adresse*

*Code postal + ville*

*Tél.*

*Mail*

Pour *[nom du Mécène]* :

*M. ou Mme Prénom NOM*

*Titre/fonction*

*Adresse*

*Code postal + ville*

*Tél.*

*Mail*

Toute notification en vertu de la présente convention ne peut intervenir que par écrit et n’est opposable à son destinataire que si elle est adressée par courrier recommandé à l’adresse et à l’attention des personnes mentionnées ci-dessus, à moins que ladite adresse et ladite personne n’aient été modifiées préalablement par notification adressée à l’autre partie. Toute notification est considérée comme reçue à la date de réception du courrier recommandée par l’autre Partie.

* + - * 1. **Article 9 — Confidentialité**

Sous réserve de toute disposition légale impérative, les Parties sont soumises à une obligation réciproque de confidentialité concernant les termes, notamment financiers de la présente convention qui ne sauraient être révélés par une Partie à un tiers sans l’accord préalable de l’autre Partie et ce, sans limitation de durée.

**Article 10 – Relations avec le Mécène et exclusivité** *[facultatif]*

En vue de trouver des financements complémentaires, nécessaires à la réalisation du projet, le Bénéficiaire est éventuellement amené à contracter avec d’autres entreprises.

Le Bénéficiaire informe le Mécène de toute reconduction et de tout nouveau partenariat avec une autre entreprise, et s'engage à ne conclure ou reconduire d'accord de partenariat avec une entreprise que le Mécène considère être du même secteur d'activité ou d'un secteur d'activité dont l'image pourrait aller à l'encontre de celle du Mécène, qu’après accord préalable exprès de celui-ci.

Les Parties s’engagent mutuellement à respecter les principes édictés par la Charte du mécénat culturel du ministère de la Culture, formant partie intégrante de la convention et figurant en annexe 6 de celle-ci.

* + - * 1. **Article 11 — Modification de la convention**

Toute modification de la présente convention doit faire l’objet d’un avenant écrit et signé par des représentants des Parties dûment habilités à cet effet après concertation.

* + - * 1. **Article 12 – Résiliation et suspension de la Convention**

*12.1 – Abandon du Projet*

Dans le cas d’abandon total ou partiel des opérations mentionnées dans le préambule de la présente convention, la présente convention est résiliée de plein droit.

Dans ce cas, le reçu fiscal mentionné à l’article 4 prend en compte la valeur des seules prestations déjà réalisées à la date de la résiliation de la présente convention.

*12.2 – Inexécution des obligations*

En cas d’inexécution par l’une ou l’autre des parties, de l’une ou des obligations prévues dans la présente convention, celle-ci est résiliée de plein droit après l’envoi d’une lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet dans un délai de *[nombre en toutes lettres] ([nombre en chiffres])* jours ouvrés sans préjudice des dommages et intérêts dus en réparation de préjudices pouvant résulter de la défaillance à l’origine de la rupture.

*12.3 – Force majeure*

En cas d’événement de force majeure faisant obstacle à l’exécution par l’une des Parties de ses obligations telles qu’elles découlent de la présente Convention, la Partie défaillante en informe immédiatement l’autre La Partie défaillante est exonérée de toute responsabilité du fait de son inexécution qui ne peut être considérée comme une violation de la Convention.

Il est entendu par événements de force majeure, des évènements imprévisibles, irrésistibles et de nature à rendre impossible l’exécution des obligations aux conditions stipulées dans la présente Convention et telle que définie à l’article 1218 du code civil.

**Article 13– Intégralité de l’accord**

La présente convention constitue l’intégralité de l’accord relativement à ses objets, et prévaut sur toutes autres communications antérieures, qu’elles soient orales ou écrites, et ne peut faire l’objet de changements, de modifications ni d’amendements, sauf sur avenant écrit et signé des parties.

* + - * 1. **Article 14 – Règlement des différends**

La présente convention est soumise au droit français.

En cas de litige relatif à l’interprétation ou à l’inexécution de la présente convention, les Parties s’engagent à se rapprocher afin de tenter de rechercher une solution à l’amiable. Dans l’hypothèse où elles n’y parviendraient pas dans les *[nombre en toutes lettres] ([nombre en chiffres])* jours suivant la naissance du différend, tout litige ou contestation auxquels la présente convention pourrait donner lieu tant sur sa validité que sur son interprétation, son exécution ou sa résiliation, est porté devant les tribunaux compétents de *[ville].*

* + - * 1. **Article 15 – Annexes**

Les annexes à la présente convention en font partie intégrante et sont considérées avec cette dernière comme formant un ensemble indivisible.

Les Parties s’engagent à respecter l’ensemble des stipulations précisées dans les annexes suivantes dont elles déclarent avoir pris entière connaissance, à savoir :

* Annexe 1 : Détail des prestations en compétences / remise de bien(s) ;
* Annexe 2 : Liste des contreparties accordées au Mécène ;
* Annexe 3 : Logos des parties ;
* Annexe 4 : Programme du Projet ;
* Annexe 5 : Planning prévisionnel du Projet ;
* Annexe 6 : Charte du mécénat culturel.

Fait à Paris, le [date] en deux (2) exemplaires originaux de X pages + X pages d’annexes, soit un (1) pour chaque Partie.

|  |  |
| --- | --- |
| Pour le Mécène,  Nom, Titre et Fonction | Pour le Bénéficiaire,  Nom, Titre et Fonction |